



*Clermont-Ferrand, le 9 septembre 2025*

Ce lundi 8 septembre une large majorité de députés ont décidé de ne pas voter la confiance au gouvernement de François Bayrou, du fait de de l'injustice de son projet de budget. Pour la troisième fois en un an la France n'a plus de gouvernement. Une situation inédite sous la 5e République, résultat de la stratégie d'Emmanuel Macron et du patronat qui préfèrent fragiliser les institutions plutôt que de changer de politique...

L'appel adopté par le Comité Confédéral National de la CGT articule tant la volonté d'apporter notre contribution syndicale au mouvement citoyen du 10 septembre par la construction de la grève sur les lieux de travail que la nécessaire construction du rapport de force dans l'unité la plus large avec l'intersyndicale interprofessionnelle. La journée du 10 doit favoriser les initiatives dans les entreprises et les services et construire les cahiers revendicatifs avec les salarié·es.

L'objectif est non seulement de gagner l'enterrement du budget Bayrou mais aussi un financement à la hauteur pour les services publics, la justice fiscale, l'abrogation de la réforme des retraites, des mesures pour réindustrialiser et stopper les licenciement et l'augmentation des salaires. Nous allons entrer dans une nouvelle phase d'instabilité politique, économique et démocratique. Encore une fois, le Président de la République est prêt au chaos institutionnel pour éviter d'avoir à modifier sa politique économique. Nous avons la responsabilité de porter les questions sociales sur le devant de la scène car ce sont les principales préoccupations des travailleuses et travailleurs.

Pour la CGT du Puy de Dôme, d'autres choix sont urgents, nécessaires et possibles, fondés sur l'ambition de la transformation sociale et d'une conception émancipatrice du travail. Il faut que les travailleuses et travailleurs reprennent la main sur leur outil de travail, par la lutte et la démocratie sociale, pour qu'elles et ils décident sur la manière dont doit être organisée le travail et pour obtenir la création d'emplois, l'augmentation de salaires, des droits nouveaux, combattre les discriminations et la précarité, créer les conditions de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et une meilleure articulation entre vie la professionnelle et vie privée.

Cela se traduit par 5 priorités revendicatives :

- Le financement de nos services publics et la transformation environnementale de notre économie, de l'argent pour nos hôpitaux et nos établissements de l'action sociale, nos écoles, nos universités, nos infrastructures et les politiques culturelles,
- La justice sociale par l'abrogation de la réforme des retraites, première étape pour regagner la retraite à 60 ans, et une sécurité sociale répondant aux besoins.
- L'arrêt des licenciements et des mesures pour réindustrialiser et relocaliser l'économie
- L'augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux, l'égalité femmes et hommes et des mesures contre la vie chère dans les outre-mer.
- La justice fiscale : la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, la remise à plat des 211 milliards d'euros d'aide publiques annuelles aux entreprises, le rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune et la mise en place d'une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.

Après une première étape le 10 septembre avec notre contribution syndicale au mouvement citoyen par la construction de la grève sur les lieux de travail, nous sommes déterminés à renverser le rapport de forces aux côtés de l'intersyndicale unie pour transformer la colère en victoires dès le 18 septembre prochain.

*Pour l'Union Départementale CGT du Puy de Dôme  
Ghislain Dugourd, secrétaire général*